

GREEN CROSS
FRANCE ET TERRITOIRES



17 avril 2024 - Marseille

Vers un tourisme littoral résilient préservant la biodiversité

Synthèse du séminaire

Version 1

Document mis en débat



Green Cross est un réseau d'organisations non gouvernementales (ONG) de plaidoyer et de projets créées par Mikhaïl Gorbatchev en 1993, dans la continuité du Sommet de la Terre à Rio, en 1992. Présidé par Jean-Michel Cousteau, dirigé par Nicolas Imbert, Green Cross France et Territoires en est le représentant français. L'association contribue à donner des clés pour agir et accentuer la transformation écologique de nos sociétés, qu'il s'agisse d'eau et d'océan, d'alimentation, de villes et territoires durables, d'économie circulaire, de coopération et de solidarités.



Nicolas Imbert est le directeur de Green Cross France et Territoires. Ingénieur de formation, il coordonne des diagnostics et plans d'actions territoriaux de résilience et d'environnement, dans des territoires de taille et de typologie variés. Il a contribué à développer et mettre en place la méthodologie *des vulnérabilités à la résilience* de Green Cross, qui contribue à donner des clés pour agir, des inspirations et plans d'actions concrets en réponse à l'urgence écologique.

- imbert@gcft.fr



Lucile Pillot est chargée de mission chez Green Cross. Elle possède une triple formation en sciences politiques, sociologie et urbanisme. Elle a suivi des cours de *Disaster Management* et *Environmental Science*, et participé à l'atelier européen *Resilient Cities*. Elle s'investit également beaucoup sur le croisement des enjeux environnementaux et sociétaux.

- lucile.pillot@gcft.fr



Juliette Protois est chargée de projet chez Green Cross. Après une formation en Etudes Politiques à Paris, puis en Gestion Territoriale du Développement Durable à Bordeaux, Juliette se forme aujourd'hui à l'urbanisme et à l'aménagement des territoires, dans le cadre d'un master « *Projet de Paysage, Aménagement et Urbanisme* ». Elle a un intérêt particulier pour les questions environnementales d'intégration de nature en ville et de protection des espaces naturels.

- juliette.protois@gcft.fr

Green Cross France et Territoires a bénéficié du parrainage et du soutien de l'OFB (Office Français de la Biodiversité) qui a rendu possible cette publication. Nous remercions l'appui du CSM (Centre Scientifique de Monaco), de l'Espace des Réformés, de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et Marie Lacoste Photographie.

Financé par



SOMMAIRE

PRESENTATION.....	4
INTRODUCTION.....	5
Faire face à l'évolution des attentes et comportements, et se réinventer pour plus de résilience	6
Changer les temps, réinventer l'accueil, les formats et mobilités pour une reconnexion à la biodiversité ordinaire et extraordinaire	10
Patrimoine naturel et finitude des ressources : quelles solutions ?	15
Guide Méthodologique Résilience du trait de côte à destination des collectivités et sociétés civiles de Méditerranée.....	21
Quelques photos pour revivre l'événement.....	22

Le présent document a été réalisé par Green Cross avec les contributions de Juliette Protois (juliette.protois@gcft.fr), Lucile Pillot (lucile.pillot@gcft.fr) et Nicolas Imbert (nicolas.imbert@gcft.fr).

Les photos et vidéos ont été effectuées soit par Marie Lacoste (pro@marielacoste.com), soit par Green Cross.

Sauf mention contraire, les logos et supports de présentation sont la propriété de leurs ayant-droits respectifs.

L'ensemble des contenus vidéos peut être retrouvé sur la web-TV Green Cross : <https://vimeo.com/channels/1904175>



PRESENTATION

Enjeux de changement de modèle vers un tourisme résilient préservant la biodiversité littorale

Réussir concrètement et collectivement le défi d'un tourisme plus résilient préservant la biodiversité littorale en Méditerranée

Ce séminaire de co-construction sur le thème « Enjeux de changement de modèle vers un tourisme littoral résilient préservant la biodiversité littorale », organisé par Green Cross, s'est tenu le 17 avril 2024, de 9h30 à 17h, dans l'Espace Les Réformés, à Marseille. Cet événement a été réalisé avec le soutien de l'OFB, l'appui de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et du Centre Scientifique de Monaco.

3 thèmes ont structuré la journée, chacun donnant lieu à une table ronde:

- Faire face à l'évolution des attentes et comportements, et se réinventer pour plus de résilience
- Changer les temps, réinventer l'accueil, les formats et mobilités pour une reconnexion à la biodiversité ordinaire et extraordinaire
- Faire du patrimoine naturel et de la finitude des ressources des atouts

Ensuite, Green Cross a dévoilé et mis en débat son « Guide méthodologique Résilience du trait de côte, portant des clés pour agir pour les collectivités et sociétés civiles de Méditerranée. »

Les thèmes suivants ont également été abordés au fil des tables rondes:

- Le développement de **nouvelles formes de tourisme durable** par la prise en compte du coût carbone de l'économie touristique de bord de mer, la lutte contre les effets de la surfréquentation, l'identification des projets d'adaptation, l'application de l'objectif ZAN (Zéro Artificialisation Nette) et la préservation de la biodiversité.
- La mise en place de **solutions bio-inspirées** et peu intrusives, localement, pour lutter contre l'érosion, sécuriser le trait de côte, stabiliser baie et rivage, et préserver la biodiversité littorale

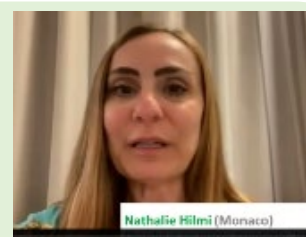
Ces priorités sont directement issues des précédents travaux de Green Cross et notamment du Cahier de recherche « Résilience des territoires littoraux et insulaires face au dérèglement climatiques », publié en janvier 2024 sur le site de l'Institut pour la recherche de la Caisse des Dépôts, en décembre 2023 et disponible via le lien suivant : <https://www.caissedesdepots.fr/institut-pour-la-recherche/cahiers-de-recherche>

INTRODUCTION

La journée a commencé par une introduction portée à deux voix, celle de **Nicolas Imbert**, Directeur exécutif de Green Cross France et Territoires et de **Nathalie Hilmi**, Chercheuse en macro-économie au Centre Scientifique de Monaco et lead-author du GIEC,

Nicolas Imbert a rappelé l'intention de cette journée : **fournir de nouvelles perspectives pour un tourisme de la rencontre, inclusif, qui privilégie les parcours de proximité et intègre les enjeux de biodiversité sur le moyen et long terme.**

Nathalie Hilmi est ensuite intervenue via une vidéo tournée depuis le sommet *Notre Océan*, à Athènes, rappelant l'importance d'une **collaboration entre les pays méditerranéens** qui bordent un espace maritime fermé, pour répondre aux enjeux tels que la tropicalisation de la Méditerranée, la migration des poissons et ses conséquences économiques ou encore la prolifération d'espèces invasives telles que la rascasse volante.



Pour visionner la vidéo de Nathalie Hilmi, scannez le QR code ou cliquez sur le lien : <https://bit.ly/3Uqr27x>

Enfin, elle a rappelé l'urgence de **mettre en place les solutions et actions préconisées dans les rapports du GIEC** pour réduire les émissions et s'adapter au dérèglement climatique car plus ces politiques se font attendre, plus le champ des solutions possibles se rétrécit.



Faire face à l'évolution des attentes et comportements, et se réinventer pour plus de résilience

Les premières interventions ont suscité un échange argumenté avec les participants, à la fois sur l'urgence, les enjeux et les modalités pour s'adapter au dérèglement climatique et à l'évolution des comportements de loisirs. Nous avons aussi abordé l'importance de l'échange et de la co-construction pour accélérer le changement de modèle, l'importance de mettre en avant la régénération de biodiversité déjà acquise et d'effectuer ces transformations sous un triple enjeu de sobriété, de justice environnementale et de reconnaissance des progrès déjà accomplis pour aller de l'avant en mobilisant.



Cette table ronde était articulée autour des premiers répondants suivants :

- **Delphine Bianchini-Manno**, Conseillère hôtellerie/tourisme et durabilité (DBM Conseils) et co-autrice du livre blanc « Solutions innovantes et durables pour les acteurs du tourisme », Medinsoft

Après une expérience 360° de 15 ans dans l'hôtellerie chez Accor, Delphine a fondé DBM Conseils pour accompagner les acteurs de l'hôtellerie et du tourisme dans leurs projets. Engagée pour l'attractivité et l'innovation de sa région natale, elle forme les futures générations des professionnels du tourisme en master (AMU, ESSEC, EDHEC) et elle est Présidente de la Commission Tourisme de Medinsoft. Elle y a mené un projet de livre blanc sur les solutions innovantes et durables pour les acteurs du tourisme dont elle est co-autrice.



Elle a notamment insisté sur l'**interdépendance entre les enjeux climatiques / biodiversité et les enjeux du tourisme** car si ce secteur économique contribue à la crise climatique et à la perte de biodiversité via l'artificialisation des sols, les pollutions, les émissions de gaz à effet de serre, l'introduction d'espèce envahissantes... il en est aussi tributaire car les touristes sont attirés par la nature, les paysages et la biodiversité. C'est pourquoi **il est important de se réinventer, d'innover et de former les acteurs du tourisme**. Pour cela plusieurs pistes de solution existent : le réemploi des matériaux de construction dans le secteur du bâtiment, la réutilisation des eaux usées, la promotion du vélo et des solutions de transport électriques, la compensation environnementale, la dispersion

spatiale du tourisme, l'adoption de produits naturels, locaux pour le traitement des piscines ou les anti-moustiques...

Delphine a également présenté deux démarches : celle du **restaurant solaire « Le Présage »** à Marseille qui utilise une cuisson solaire, des produits locaux uniquement, sans production de déchets (réutilisation des restes, compost et phyto-épuration des eaux grises) et des bâtiments éco-conçus. Ainsi que celle de **l'hôtel L'Almanarre** à Hyères qui propose notamment à ses clients de calculer l'impact carbone de leur séjour et de le compenser à travers des associations locales via une « calcullette verte ».

- **Laure Pasquet**, Directrice de l'Office de Tourisme de Palavas-les-Flots

Après des études en management puis en marketing aux HEC Montréal, Laure a débuté sa carrière dans le domaine du Web au Canada. Elle fait le choix en 2006 de venir s'installer avec sa famille dans le sud de la France et de devenir directrice de l'Office de Tourisme de La Grande Motte. En 2023, elle prend la direction de l'Office de Tourisme de Palavas-les-Flots où on lui confie des défis importants : restructurer, travailler avec les professionnels, mettre en place une stratégie de tourisme durable etc. Palavas-les-Flots, village de pêcheurs entouré par les eaux est conscient depuis de nombreuses années des défis qui l'attendent et de la fragilité de ses milieux naturels. Palavas souhaite également demeurer une station permettant à toutes les familles françaises de pouvoir partir en vacances à la mer et assume son côté « populaire ».



Laure Pasquet a rappelé que les critiques à l'encontre des **stations de tourisme de masse** dont Palavas est une illustration ne sont pas toujours justifiées car ces stations permettent de **préserver des zones non fréquentées** en concentrant les visiteurs et en évitant leur dispersion, tout en ayant des **infrastructures dimensionnées** pour gérer les flux que ce tourisme génère. Par ailleurs, ce sont ces stations qui permettent aux familles et ménages modestes de partir en vacances par le maintien de **prix accessibles**.

Néanmoins, l'Office de Tourisme vient de fixer dans son Schéma de Développement des objectifs en lien uniquement avec le tourisme durable. Le premier objectif est ainsi de structurer une stratégie marketing et de promotion autour d'un positionnement attractif et affirmer une destination des 4 saisons. Nous avons notamment comme cibles prioritaires, des clientèles de proximité, nationales et européennes venant en vacances sur du séjour nature / culture pour notamment sur d'autres périodes que l'été.

Enfin, il y a des réalités difficiles à contourner pour lisser ces pics de fréquentation : les entreprises qui ferment en août, les vacances scolaires qui contraignent les périodes possibles pour partir en vacances ou encore le coût trop élevé du train pour de nombreuses familles.

De même, le tourisme de masse peut être compatible avec une **sensibilisation du public à la biodiversité et aux gestes de protection**.

Palavas a par exemple mis en place **un parcours biodiversité** pour visiter le site Natura 2000 sur son territoire ou encore entrepris une démarche de **valorisation de la pêche locale** avec un projet de **conserverie** et en partenariat

Interview-flash :

<https://bit.ly/3Ujgbtn>



avec des restaurateurs. Des actions de formation sont également menées auprès des acteurs du tourisme.

- **Denis Guibard**, Directeur scientifique, académique et durabilité de Terra Academia

Denis Guibard est responsable scientifique, académique et du développement durable de Terra Academia, école fondée par l'ancien ministre de l'Education nationale, Jean-Michel Blanquer. Diplômé de l'École polytechnique en 1982, puis de Télécom ParisTech en 1984, Denis Guibard obtient un MBA de la Sloan School of Management (MIT), aux États-Unis, en 1992. Il débute sa carrière dans la R&D au Cnet (Centre national d'études des télécommunications) avant de la poursuivre au sein de France Télécom et d'Orange. En 2009, Denis Guibard devient directeur du développement durable, produits et services chez Orange. En 2014, il rejoint l'enseignement supérieur en prenant la tête d'Institut Mines-Télécom Business School (IMT-BS), du groupe d'écoles d'ingénieurs Institut-Mines-Télécom.



Selon Denis Guibard, derrière tous ces enjeux de transformation écologique et des comportements, il y a une question essentielle **d'appropriation de ces enjeux par l'ensemble des acteurs et d'approche systémique**. La **justice environnementale** est une priorité à garder en tête. Aujourd'hui les entreprises et les territoires sont les deux acteurs essentiels car ils sont au plus près de l'action et peuvent jouer notamment sur 3 leviers :

- Atténuation et sobriété
- Adaptation à la crise écologique et climatique (pertes de biodiversité, réduction de la disponibilité des ressources, changement climatique...)
- Régénération des écosystèmes (captation du carbone, régénération des écosystèmes plus qu'il faut aborder avec prudence...)

Il y a un enjeu de compétences, de **compréhension de ce que peuvent être les solutions de demain et de leurs impacts**. En effet, il existe des solutions technologiques mais il y a très souvent des effets rebonds négatifs, il est donc important de considérer les changements de modèles économiques et de modèles de production comme un passage obligé de ces solutions. Il faut envisager les impacts des décisions que l'on prend aujourd'hui, y compris sur les aspects indirects, sociaux et sociétaux. C'est sur ces constats qu'est née l'association **Terra Academia** dans l'objectif de rassembler des coalitions d'acteurs, avec des entreprises, des acteurs académiques, des acteurs publics, des associations, pour travailler à la transformation des métiers et compétences à tous les niveaux, aussi bien pour les cadres dirigeants, les DRH, les experts RSE que pour les PME qui n'ont pas de compétences spécifiques à dédier à la RSE ou encore pour sensibiliser à la découverte de métiers de la transition auprès des jeunes éloignés de l'emploi. La vocation de Terra Academia est aussi de transformer les programmes des grandes écoles et universités, de développer des formations continues dans les entreprises mais aussi dans les collectivités territoriales. La démarche consiste à démarrer par un double diagnostic d'une part sur l'état écologique du territoire et les politiques publiques annoncées pour anticiper les évolutions de ce territoire dans les années à venir, et, d'autre part d'analyser les compétences nécessaires à la transformation écologique du territoire afin de construire des plans d'action pour voir si les compétences existent sur le territoire pour faire face à ces prévisions et pour développer des formations afin de créer ou développer ces compétences.

Souvent il existe des licences et des BTS pour répondre aux besoins identifiés mais les métiers donc les formations ne sont pas assez attractifs.

- **Julie Jammes**, Designeuse en Sciences comportementales et chercheuse doctorante au sein d'Open Tourisme Lab (OTL)

Ses travaux actuels se concentrent sur l'apport des Sciences comportementales dans la compréhension de l'être humain, notamment ses automatismes, ses modes de pensée et d'action, et ses obstacles, dans le contexte du voyage. Elle pilote actuellement le programme européen "First Mile" visant à accompagner 80 PME touristiques dans leur transition écologique en tirant parti des connaissances des Sciences comportementales pour promouvoir des pratiques durables et résilientes. En parallèle, elle mène une recherche scientifique depuis trois ans sur l'acceptabilité sociale de l'innovation technologique dans le tourisme.



Le défi des **Sciences comportementales**, en matière de résilience touristique, réside dans la nécessité de réduire ou limiter les coûts environnementaux engendrés par les activités touristiques, notamment en s'intéressant aux comportements des touristes et opérateurs. Aujourd'hui, il existe un écart entre la conscience qu'ont les individus des enjeux environnementaux et leurs comportements effectifs, illustrant la notion de « **green gap** ». Ce phénomène est particulièrement prégnant en France, puisque malgré le fait que 86 % des Français déclarent avoir une conscience environnementale, seulement 21 % déclarent agir au quotidien en ce sens (Sondage Odoxa, 2021). En effet, l'adoption d'éco gestes reste associée à l'idée de sacrifice, de perte de confort ou encore d'efforts supplémentaires à fournir pour accéder à une expérience, etc. Dans cette perspective, les Sciences comportementales peuvent nous aider à surmonter ce « **green gap** », notamment en mettant à notre disposition une boîte à outils permettant d'analyser nos motivations, nos attitudes, nos comportements, etc., afin de proposer des stratégies d'intervention efficaces pour répondre aux enjeux environnementaux. L'un des concepts les plus répandus issus des Sciences comportementales est le « **nudge** ». Ce dernier correspond à la mise en œuvre d'actions subtiles et non intrusives qui peuvent guider les individus à privilégier l'adoption d'éco-gestes.

Un projet européen « **First Mile** » a été mis en place par plusieurs pays partenaires pour accompagner 80 PME touristiques dans leur transition écologique, en se basant sur les connaissances issues des Sciences comportementales pour, d'une part, favoriser l'acceptabilité sociale, l'acceptation et l'adoption d'éco-gestes, et d'autre part, concevoir une boîte à outils de tactiques comportementales intelligentes (c'est-à-dire des bonnes pratiques). L'ambition de ce programme est de faire du « test and learn » de ces solutions afin de mesurer leur efficacité et répliquabilité à l'échelle d'une destination. Les 3 thèmes de durabilité prioritaires retenus par les PME touristiques françaises sont la gestion des déchets, de l'eau et de l'énergie.

La discussion qui a eu lieu suite à cette table ronde montre que **parfois il est plus efficace de réglementer que de sensibiliser pour protéger un milieu**, comme c'est le cas avec la réglementation des mouillages en Méditerranée pour préserver la Posidonie, ou même **de taxer** comme le montre l'exemple du fonds pour garantir le bon fonctionnement des milieux aquatiques en mer rouge abondé par une redevance payée par les plongeurs. Des mises en garde contre les solutions relevant du greenwashing, de la mal-adaptation ou contre-productives ont été soulevées. Finalement, il faut retenir que les enjeux évoqués impliquent un changement d'échelle dans la mise en place de solution, une coopération et coordination larges des acteurs et territoires, l'identification d'axes d'action prioritaires et une **nécessaire transformation de nos modèles économiques autour de la sobriété dans l'usage des ressources**.

Changer les temps, réinventer l'accueil, les formats et mobilités pour une reconnexion à la biodiversité ordinaire et extraordinaire

Cette table a articulé des retours d'expérience très concrets autour de la compréhension des motivations des différents visitorats à agir, et les leviers qui peuvent être activés pour changer le regard : montrer, faire aimer et respecter la biodiversité sous toutes ses formes – en synthèse, inspirée par la sagesse des îles : replacer l'humain au milieu de l'environnement et non pas au-dessus. Les échanges qui ont alimentés cette table ronde ont concerné de nombreux exemples d'adaptation, tant autour de parcours fraîcheurs ou d'horaires étendus, que sur l'importance d'agir sur tous les leviers, en particulier le sport et la culture, et d'analyser finement les comportements, par exemple par des observatoires agissant en transversalité et une mise en réseau des offres et des consommations, avec une attention toute spécifique aux mobilités, aux hébergements, et à l'alimentation. Le tout, en passant d'une logique de consommation d'espaces iconiques (plages, îles...) à une véritable rencontre avec des écosystèmes et humains autour d'activités, de temps et de lieux diversifiés.



Cette deuxième table ronde a permis de mixer les retours d'expérience autour des premiers répondants suivants:

- **Aurélien Lalanne**, fondateur de Wahoo Events, qui est intervenu en visio depuis la Nouvelle-Calédonie

Installé en Outre-mer depuis 16 ans (dont 11 en Nouvelle-Calédonie), Aurélien est un passionné de la biodiversité marine. A travers ses engagements professionnels et associatifs, il tente de conserver "l'homme" au milieu de son environnement naturel. Amoureux de vidéos et d'images sous-marines (président du Festival de l'image sous-marine de Nouvelle-Calédonie), il souhaite contribuer à la protection de l'environnement par le biais de l'information et la sensibilisation. Coordinateur du plan de gestion local de l'Unesco, conseiller du président du gouvernement calédonien, rédacteur en chef d'agence de presse, ce touche-à-tout vient de créer WE, Wahoo Events, une société basée sur l'écotourisme.

La Nouvelle-Calédonie se situe au 1^{er} rang mondial en termes de biomasse de poissons de récifs, 30% de ses récifs sont pristes, c'est-à-dire vierge de toute activité humaine. Pourtant elle a occupé pendant trop longtemps le 3^{ème} rang mondial en termes d'émissions de GES / habitant à cause du secteur minier. Aurélien Lalanne a donc décidé de combiner sensibilisation à la biodiversité et tourisme raisonné, éco-tourisme avec la création de Wahoo Events. En effet, **des solutions sont possibles pour replacer l'homme dans son environnement et non pas au-dessus : charte d'éco-tourisme, repas locaux, en circuit court, sans déchets, formation de jeunes guides touristiques...**

Interview-flash :

<https://bit.ly/4dpKC9X>



- **Marie-Dominique Champloy**, co-fondatrice et directrice générale de Marseille Capitale de la Mer

Ancienne directrice de la communication de la Banque de la Voile, Marie-Dominique considère dès leur annonce, que les Jeux Olympiques doivent être l'opportunité de mieux vivre-ensemble. Elle s'engage ainsi dans l'aventure Marseille capitale de la mer qu'elle a initiée avec 5 autres cofondateurs en 2019.



L'association **Marseille Capitale de la Mer** est née du constat que Marseille est une ville qui tourne le dos à la mer et que les acteurs maritimes se tournent le dos entre eux. Elle a été créée dans la perspective des JO, en 2019 pour que l'héritage des jeux permette de renouer le lien entre visiteurs, habitants de Marseille et la mer, de favoriser une meilleure connaissance et donc de susciter une envie de protéger. **3 grands projets sont portés par l'association pour fédérer les individus et valoriser la mer comme ressource urbaine durable :**

- La **promotion du sport nautique**, avec notamment la création d'un bassin de nage en mer plus proche des quartiers populaires, un projet repris par la mairie ;
- La **construction d'un tiers lieu de la mer**, dans un local situé au pied du fort Saint-Jean, mis à disposition par le Grand Port Maritime de Marseille pour les 10 prochaines années. C'est un

espace de mise en relation entre le Nord et le Sud de la ville, un lieu d'acculturation et d'insertion sociale par l'emploi ;

- La **création d'un festival de la mer** qui devienne symbolique de Marseille, sur 10 jours. Ce festival sera gratuit, biennal, d'abord destiné aux marseillais mais aussi aux touristes, avec des manifestations sportives, culturelles, scientifiques, environnementales...
- **Aurélie Méchin**, Chargée de mission développement durable, Office de Tourisme, des Loisirs et des Congrès de Marseille

Aurélie Méchin est chargée de projet développement durable au sein du service Observatoire et Développement durable, elle représente l'Office de Tourisme, des Loisirs et des Congrès de Marseille. Sa mission est d'accompagner l'ensemble des professionnels du secteur dans leur transition, et de mettre en avant l'offre durable développée par l'écosystème touristique à Marseille. Son rôle est essentiel dans la promotion d'un tourisme responsable sur notre territoire et le développement de nouvelles formes de tourisme durable.



La mission de l'Office du Tourisme est de rendre le tourisme durable désirable pour les professionnels et le grand public, d'apporter les outils nécessaires pour un tourisme apaisé et ainsi préparer le futur du tourisme à Marseille. C'est pourquoi, une de ses premières missions est de faire la bascule entre l'offre conventionnelle et l'offre décarbonée, de proposer aux touristes un choix diversifié, expérientiel, de qualité, avec un impact modéré sur l'environnement pour qu'ils adoptent les bonnes pratiques et fassent un choix éclairé.

Par un travail avec les socio-professionnels en amont, l'office du tourisme a commencé par **identifier les activités bas carbone** à faire à Marseille puis a **accompagné, fédéré, sensibilisé, informé les professionnels** notamment via des programmes de labellisation pour les hébergeurs et les restaurateurs (label « Ecotable »).

Sur la question de la surfréquentation à Marseille, les capacités d'accueil sont largement suffisantes donc il est plus adéquat de parler de pics de fréquentation que de sur fréquentation parce c'est sur une zone et un temps définis donc l'office du tourisme met l'accent sur la gestion des flux touristiques, avec une meilleure répartition dans le temps (désaisonnaliser le tourisme) et dans le temps (rediriger les flux dans des quartiers moins touristiques avec des offres pour une expérience tout aussi intéressante)

L'observation et l'analyse du secteur touristique sont une étape cruciale pour définir un plan d'action, donc des études de satisfaction et sondages ont été menés pour faire un état des lieux de la perception des visiteurs, des habitants et des acteurs du tourisme sur la ville. Or, depuis 2023, on observe une bonne perception de la ville par les touristes ce qui est encourageant et peut aller à l'encontre de l'image parfois dépeinte dans les médias. Enfin, l'Office du tourisme et la Ville de Marseille travaillent, via un projet européen, *Cool Noons*, sur l'adaptation de la ville au dérèglement climatique avec la mise en place de **parcours**

Interview-flash :

<https://bit.ly/4a3ZB6C>



fraîcheur permettant un usage agréable du tourisme dans les périodes les plus chaudes.

- **Laurent Lungeri**, CEO de SeeOnSea

Interview-flash :
<https://bit.ly/3w5Ln7BC>



Ancien directeur de projets et de centre de services, responsable de logiciels "cœur de métier" dans de nombreux pays et de multiples activités. Ma carrière a pris un nouveau virage lorsque j'ai décidé de mettre mes compétences, et celles des ingénieurs qui m'ont suivi dans l'aventure SeeOnSea, au service de la diffusion de connaissances et de communications environnementales et biodiversité par le biais du numérique avec pour objectif d'élever la conscience citoyenne.



En 2020, Laurent Lungeri décide de faire un état des lieux des solutions numériques existantes en matière de sciences participatives traitant de la biodiversité. Il en tire un double constat : il existe beaucoup d'applications mobiles de sciences participatives aussi vite installées que désinstallées. Il existe aussi de très nombreux sites web informatifs peu suivis par le grand public. C'est pourquoi, il a créé SeaOnSea, une société à mission qui propose des outils numériques de diffusion de masse autour de la biodiversité et de l'environnement. Ces outils s'intègrent dans un dispositif rassemblant les citoyens, les entreprises et les scientifiques. L'objectif est de promouvoir la biodiversité locale, de permettre aux entreprises et aux institutionnels de s'engager et aux citoyens de devenir acteurs de la protection de la biodiversité. Ces solutions numériques s'ancrent dans le contexte RSE/biodiversité des entreprises et répondent aux besoins des métiers du tourisme, tout en proposant un suivi adapté aux scientifiques par l'usage d'une boîte à outils.

- **Léo Gélis**, Chargé de mission Tourisme durable, ADEME PACA

En charge du déploiement du fonds tourisme durable sur le territoire régional, et plus globalement de la diffusion de la durabilité dans les politiques touristiques et démarches entrepreneuriales. Titulaire d'un master en développement touristique des territoires avec une spécialisation en tourisme durable, ma conviction est que le tourisme durable représente l'avenir du secteur et est la seule issue viable permettant au tourisme de s'adapter au changement climatique et d'atténuer ses externalités.



L'**ADEME** est un Établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) placé sous la tutelle du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, de l'économie et du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, qui a pour mission de promouvoir et d'accélérer la transition écologique. Elle a un rôle de conseiller et accompagnateur pour les entreprises et territoires mais également de soutien financier pour des projets qui répondent à ces objectifs.

Les dispositifs d'aide promeuvent un changement de comportement des entreprises et territoires dans l'objectif d'accélérer la transition écologique, d'agir sur le changement climatique et la

protection de la biodiversité, soutenir les projets d'innovation... **Le Fonds Tourisme Durable** a été créé en 2021 pour donner les moyens aux restaurateurs et hébergeurs de s'engager via des investissements et études subventionnés. En lien avec la protection de la biodiversité, Ce fonds a notamment permis la mise en place de potagers ou vergers et la végétalisation d'espaces extérieurs d'établissements à partir de plantes endogènes adaptées aux futures conditions climatiques et cohérentes avec la biodiversité locale.

L'ADEME déploie également **l'appel à projets « développer le vélotourisme »**, facilitant le référencement à la marque « Accueil Vélo » pour les socio-professionnels ou une aide à l'investissement pour faire des études (d'impact, de faisabilité...) et installer des aires de services le long des itinéraires cyclables pour les territoires. C'est un axe fort de la stratégie tourisme de l'ADEME car le développement du vélo-tourisme engendre de nombreux bénéfices : réduction des émissions de GES du secteur touristique, protection de la biodiversité, valorisation touristique des espaces naturels...

En conclusion, pour comprendre pourquoi les acteurs ne changent pas de comportement malgré une prise de conscience croissante des enjeux environnementaux, il faut revenir aux sciences sociales, replacer ces enjeux au sein des dynamiques sociales plus larges, pour ainsi faire évoluer les valeurs et normes de référence de nos sociétés, rendre désirable la sobriété et le « slow tourisme » pour les vacanciers. Cela passe par une communication cohérente entre acteurs pour neutraliser les idées reçues, permettre d'agir sans culpabiliser, apporter une voie collective et commune.

Patrimoine naturel et finitude des ressources : quelles solutions ?

Cette table ronde a été l'occasion d'échanges d'une grande qualité, marqués notamment par les mots de Philippe Jean-Pierre qui depuis la Région la Réunion nous a rappelé les valeurs d'un accueil à échelle humaine par la gentillesse, l'apaisement et la découverte. Une réflexion sur la massification des usages en mer a été menée notamment autour du développement de la location dont il faut tenir compte, mais aussi sur l'importance d'articuler activités humaines et préservations autour de quelques priorités, en particulier pour notre littoral de Méditerranée : protection de la posidonie, bruit rayonné dans l'eau, sortie des plastiques, mouillage, évolution des navires, des pratiques et des usages en mer, anticipation de nouvelles vulnérabilités, ou au contraire de comportements régénératifs.



Cette troisième session a commencé avec une intervention sous forme de vidéo de **François Victor**, directeur par intérim du Parc National de Port-Cros.



Pour visionner la vidéo de François Victor, scannez le QR code ou cliquez sur le lien : <https://bit.ly/3xMVnmX>

Elle s'est poursuivie autour des intervenants suivants :

- **Philippe Jean-Pierre**, Professeur à l'Université de la Réunion (en visio)

Philippe Jean-Pierre est professeur des universités en sciences économiques à l'Université de La Réunion depuis 2002. Ses travaux de recherches, réalisés au sein du laboratoire CEMOI (Centre d'Economie et de Management de l'Océan Indien), dont il a été le Directeur de 2013 à 2017, sont orientés vers les problématiques de la performance et la compétitivité des territoires. Expert en prospective territoriale et en stratégie de développement des territoires insulaires, il a accompagné de nombreuses institutions et organisations de La Réunion dans l'élaboration de leurs stratégies et projets. Dans le cadre de ses missions d'enseignement, il est aujourd'hui responsable du Master Management et Ingénierie du Tourisme à l'IAE. Ses domaines de compétence sont innovation, stratégie et ingénierie territoriale et de développement, convergence, transition énergétique, économie circulaire, économie et ingénierie du tourisme, entrepreneurship, start-up et entreprises innovantes.

La Région la Réunion accueille près de 560 000 touristes par an, avec une provenance massive de l'Hexagone et une minorité d'ailleurs, pour un PIB de 21 000 euros / habitants, ce qui en fait un îlot de prospérité dans l'océan indien. La grande ambition de la Réunion est de trouver un positionnement marketing pour la destination qui soit résilient car ce secteur a beaucoup souffert des épisodes de chikungunya, des attaques de requins, des gilets jaunes, du Covid 19 et son éloignement, voire son isolement est une fragilité qui en fait une destination carbonée. C'est pourquoi, la Réunion met en place une **stratégie de spécialisation intelligente autour de 3 axes** :

- Asseoir un **tourisme expérientiel différencié**, imbriqué avec les enjeux du territoire et les défis du siècle,
- Forger une réputation autour de la **gentillesse et de l'hospitalité**, en favorisant une rencontre stratégique avec le territoire, en suscitant l'envie de ne pas rester dans son hôtel mais de découvrir les volcans, la montagne, les activités balnéaires, culturelles, sportives... et les habitants (modes d'hébergement avec gîtes, chambres d'hôte, ect)
- Privilégier la **rencontre avec la nature**, la faune aquatique et terrestre, la flore...

Interview-flash :

<https://bit.ly/3y1aKYB>



- **Jean-Charles Lardic**, Directeur de la Mission Observatoire, Prospective et Participation Citoyenne - Ville de Marseille

Jean-Charles LARDIC, Polytechnicien, Directeur de la Mission Observatoire, Prospective et Participation Citoyenne de la Ville de Marseille, se consacre à la promotion du développement durable à Marseille et en Méditerranée depuis 30 ans. Il a piloté les politiques de gestion de la mer et du littoral marseillais jusqu'en 2010. Il s'intéresse prioritairement aux changements de modes de vie et aux pratiques collaboratives qui peuvent mobiliser une créativité territoriale propice à l'amélioration de la qualité de vie et du lien social en même temps qu'à la lutte contre le changement climatique et ses effets. Chargé de relancer la démocratie participative à Marseille il a constitué et il anime l'Assemblée Citoyenne du Futur qui engage des citoyens marseillais tirés au sort dans des réflexions sur plusieurs sujets dont celui du tourisme durable.



Jean-Charles Lardic a piloté le lancement de **l'Assemblée citoyenne du futur à Marseille** qui s'est penchée sur le sujet du tourisme durable. Cette Assemblée est composée de 111 citoyens tirés au sort pour une durée d'un an qui travaillent un samedi par mois en étant indemnisés, ce qui les implique d'une manière différente de ce qui se serait produits s'ils avaient été candidats ou représentants associatifs ou professionnels. Ils viennent avec leurs a priori mais sans arrière-pensées car ils ne sont pas porteurs d'intérêts ni représentants d'un parti ou d'une association, ils ne sont pas là pour "faire carrière". En prenant connaissance du sujet et en étant mis en situation ils ont naturellement changé leur **représentation du tourisme de masse**, se rendant compte que ce touriste peut être nous-même, notre famille, nos amis et tous ceux qui ont envie de découvrir un lieu et ses habitants en disposant de moyens limités. Ils ont fait de **multiples propositions** qui rejoignent en grande partie la **nouvelle politique de la Ville qui associe tourisme et loisirs pour tous**. Conduits dans un climat apaisé leurs travaux pourraient mener à l'écriture d'un **pacte social du tourisme** visant à limiter les nuisances et à donner toute leur place aux Marseillais. On pourrait l'appeler la **"Charte marseillaise de l'hospitalité"**.

Interview-flash :

<https://bit.ly/4dCyhj9>



- **Thierry Duchesne**, Directeur du département maritime de la FMES

Le commissaire général (2S – Marine) Thierry Duchesne a partagé sa carrière entre les postes opérationnels embarqués, la formation des cadres de la Marine et l'action de l'Etat en mer. C'est dans ce dernier domaine qu'il a acquis une véritable expertise en exerçant pendant près de 20 ans, des fonctions « Action de l'Etat en mer » au sein des trois préfectures maritimes (Brest, Cherbourg et Toulon), à l'état-major de la Marine (chef du bureau action de l'Etat en mer) et au SG Mer (Premier ministre). Durant sa carrière il a enseigné le droit de la mer, l'action de l'Etat en mer et la gestion des risques maritimes au sein d'établissements militaires (école navale, école des hydrographes, groupe école d'application des officiers de marine) ou d'universités (Toulon, Paris-Descartes, Paris-Sorbonne). Il rejoint la FMES en septembre 2022 en qualité de directeur du département maritime.



Dès les années 1980, la **FMES (Fondation méditerranéenne d'études stratégiques)** s'est attaquée aux problèmes de rejets en mer, de pollution, ect mais il n'y avait pas de priorités fixées. Finalement, grâce au travail notamment de l'Agence de l'eau et face à la massification de la grande plaisance via la location des navires, une première priorité a été fixée : **la protection de la Posidonie par la régulation des conditions de mouillage par le préfet maritime**. La deuxième priorité traitée est celle des **mammifères marins** et le problème désormais bien connu de **bruit rayonné dans l'eau** qui perturbe les animaux. La 3^{ème} priorité est celle de la **pollution plastique**, le moyen privilégié est de réduire la pollution à la source en interdisant la vente de certains produits car aujourd'hui seulement une dizaine d'articles représente la majorité de la pollution plastique en mer. Pour le problème des **navires abandonnés sur tout le littoral**, une norme a été adoptée rappelant que le mouillage est provisoire et temporaire, obligeant à rester à bord le temps du mouillage. Ce retour d'expérience montre qu'il faut concentrer les efforts sur des priorités clairement identifiées pour être plus efficaces. Aujourd'hui, la plaisance se fait à 95% est dans les 2 miles marins, donc les usages sont concentrés sur le littoral, avec **des zones qui deviennent sur-occupées** et une inflation des règles qui créé de l'incompréhension, des outils comme **Nav&go** permettent de connaître la réglementation applicable où l'on se trouve mais plus une zone est protégée plus elle attire du monde, c'est pourquoi **la régulation permet aussi un développement économique favorisant le bonheur des touristes**.

Interview-flash :

<https://bit.ly/3QnIKFW>



- **Pierre Boissery**, expert « eaux côtières et littoral méditerranéen » à l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse

Son activité professionnelle couvre l'animation générale de la politique de l'agence de l'eau sur la Méditerranée et plus particulièrement les travaux concernant la caractérisation de l'état de santé de la Méditerranée et la définition des mesures nécessaires pour améliorer la situation. Cela concerne la recherche, l'innovation, la qualité de l'eau, la biodiversité, l'impact des usages maritimes et des rejets en mer ou bien encore la restauration écologique. Il participe également aux travaux relatifs à l'application des directives européennes ainsi qu'à des missions d'expertises internationales sur les enjeux de protection et de valorisation des mers et des océans.



Alors qu'avant la qualité de l'eau sur les plages était un élément déterminant du tourisme littoral, ce n'est plus un sujet limitant pour son développement, beaucoup d'efforts ont été faits pour la santé humaine et en même temps environnementale. Demain ce n'est donc pas la qualité **mais la quantité d'eau disponible qui va impacter le tourisme** et être un élément fort du changement de comportement et de culture.

Une équipe de l'Agence de l'eau a étudié la vie marine pendant le confinement lorsqu'il n'y avait personne en mer, avec un arrêt total des activités, elle a observé 30 à 40% de vie marine en plus donc il y a bien un lien entre les activités maritimes et la biodiversité. Il faut sortir de la logique de la confrontation entre développement économique et protection du milieu. **Un milieu en bonne santé est bon aussi pour l'économie.** Par exemple, Cannes a perdu près de 45% des herbiers de Posidonie, donc de leurs services écosystémiques, notamment de protection contre la houle et les vagues, ce qui entraîne une perte de sable avec l'érosion. Or la plage est source de développement économique donc la ville paye pour remettre du sable sur sa plage. Ayant perdu cette barrière naturelle, il faut remettre du sable tous les 4 – 5 ans, ce qui coûte très cher et aurait pu être évité par une protection des herbiers de Posidonie. **Pour que le milieu naturel soit source de développement économique, cela demande de dépenser en amont et d'accepter des règles.**

- **Olivier Ibanez**, directeur de la Communication de la Villa Carmignac (en visio)

Ancien sportif de haut niveau, ce diplômé de Sciences Po donne une inflexion à son parcours en intégrant la Fondation Jean-Luc Lagardère où il développe une pratique importante des partenariats. Conseiller mécénat du Centre des monuments nationaux (CMN), il initie notamment le projet "JR au Panthéon" mais également les premiers crowdfunding dans le secteur du patrimoine. Rejoignant ensuite le ministère de la Culture rue de Valois en tant que Responsable mécénat et partenariats, il participe à l'élaboration du Pass culture, à la médiatisation des programmations nationales (Fête de la musique, Journées du patrimoine) ou encore au déploiement d'événements mêlant sport & culture. Il rejoint ensuite le Mobilier national en tant que Directeur de la communication et du développement. Dans cet établissement en pleine transition, il porte une stratégie ambitieuse de rayonnement de l'excellence des métiers d'art et du design. En 2021, il rejoint la Fondation Carmignac. Porteur de projet, il intervient dans l'élaboration, la conception, et la mise en œuvre d'opérations stratégiques et créatives.

La Villa Carmignac est ouverte au public depuis 2018, c'est un projet récent qui commence à faire ses preuves avec la 7^{ème} exposition d'art contemporain cette année, sa particularité est d'être un **lieu de rendez-vous entre art, nature et culture**. Alors que Porquerolles est très touristique, la Fondation a mis en place un **système de visitorat sur réservation** qui garantit des visites avec 5 personnes toutes les demi-heures sur 2 000 m² d'espace muséal et 2 hectares de jardin paysager entouré de vignes, face à la mer. La villa a été réhabilitée mais pas touchée dans sa structure, le musée est construit en sous-sol et le seul geste architectural apporté est celui du miroir d'eau qui constitue un puit de lumière au sein de l'espace muséal. **Les contraintes sont donc tournées en atouts pour plonger le public en immersion**. Au-delà de sa programmation annuelle, la Fondation accorde une grande importance aux questions écologiques et de préservation de l'île. Plusieurs actions ont été menées en collaboration avec le Parc national, comme par exemple une **conférence sur le thème de l'eau** organisée l'année dernière. Plusieurs projets en lien avec la préservation du territoire et de sa biodiversité sont développés comme le **Prix Design**, organisé avec la Villa Noailles, autour d'une expérience avec 3 jeunes designers qui travaillent sur le circuit-court et le **recyclage de tous les éléments naturels de l'île** : pin d'Alep, pistachier, pierres locales... qui vont être accumulés dans des zones de séchage afin de constituer le futur mobilier de la Villa Carmignac.

Une des œuvres de l'artiste Bianca Bondi exposée à la Villa : un squelette de baleine en taille réelle a inspiré deux nouveaux projets : construire cette même exposition sur la mer en la miniaturisant pour aller vers le public empêché (hôpitaux, prison, EPHAD...) et immerger un squelette de baleine en matériaux naturels, au sein de la baie de Port-Cros pour susciter une prise de conscience sur la préservation des herbiers de Posidonie par l'art.

A travers les retours d'expérience de la Villa Carmignac et la résonance entre les expositions, le visitorat et le creuset de l'île de Porquerolles, nous avons abordé cette **capacité à faire évoluer par l'art et le sensible, à mettre en valeur et à mobiliser pour comprendre et agir, mais aussi cette capacité à créer de la régénération et à lui donner corps**.

Guide Méthodologique Résilience du trait de côte à destination des collectivités et sociétés civiles de Méditerranée

En clôture de cette journée, une présentation a été effectuée par **Lucile Pillot**, chargée de mission Green Cross, et **Nicolas Imbert**, le directeur, sur les travaux mettant en place notre méthodologie *des vulnérabilités à la résilience sur le trait de côte*, et comment agir en Méditerranée.

Avec une focalisation sur 4 domaines de vulnérabilité: habitations, biseau salé, infrastructures, espaces naturels, et le retour de 7 expériences apprenantes analysées plus en détail: le trait de côte de Saint-Joseph (Ouvéa, Nouvelle-Calédonie), le repli stratégique dans les Landes (Aquitaine), les conséquences de la tempête Xynthia sur la priorisation des menaces (Pays de la Loire), le Mont Saint-Michel (entre Bretagne et Normandie), les continuités écologiques à Plozénet (Bretagne), l'agriculture littorale à Sérignan (Occitanie), et la préservation des herbiers de Méditerranée.

Le **Guide Méthodologique** peut être consulté sur notre site : <https://gcft.fr/resilience-du-trait-de-cote/>



Quelques photos pour revivre l'événement





Les photos ont été effectuées par Marie Lacoste, photographe professionnelle basée à Marseille. Elle possède 10 années d'expérience dans le domaine de la photographie, qu'elle a consolidées par l'obtention d'une Certification de l'École Nationale Supérieure de la Photographie d'Arles en 2022.



Toutes les photos contenus dans le présent document sont sauf mention contraire protégées :
© Marie Lacoste pour GCFT ou @GCFT



19, rue de Miromesnil, 75008 Paris

143, rue d'Endoume, 13008 Marseille

www.gcft.fr

www.desclespouragir.fr